

Investissement Canada—Loi

● (1540)

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat. Vous vous souvenez sans doute que lorsque la Chambre a discuté de cette mesure au début de la session, des députés d'opposition ont émis de vives objections contre l'actuel projet de loi sur Investissement Canada qui supprime bon nombre des mesures de protection précieuses que prévoyait la Loi sur l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

Vous savez sans aucun doute que notre parti, et tous les Canadiens, sont favorables à l'investissement étranger. Nous le savons tous. Personne ne s'oppose à ce que des étrangers viennent investir dans notre pays, et ce n'est pas l'objet du débat d'aujourd'hui. Notre parti veut que les Canadiens en tirent un maximum d'avantages économiques. C'est le côté de l'équation qui semble totalement échapper au gouvernement. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) et d'autres députés ministériels devraient prendre le temps d'examiner ce projet de loi. Ils devraient tenir compte du fait qu'il faut prévoir des mesures pour s'assurer que les investissements protègent les entreprises canadiennes. Je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi le gouvernement ne semble pas comprendre que, même si les investissements sont nécessaires, ils doivent avant tout protéger les intérêts de tous les Canadiens.

Je voudrais citer quelques exemples de ce qui se passe à l'heure actuelle entre le Canada et les États-Unis. Nous devons nous demander ce que nous obtenons des États-Unis en échange d'un adoucissement de la Loi sur l'AEIE. On pourrait dire que cette initiative va accroître les investissements. C'est possible. Le gouvernement a fait connaître ses intentions il y a quelques mois et je n'ai pas vu des foules d'investisseurs se précipiter chez nous. Nous savons que 97 p. 100 des requêtes ont été approuvées par l'organisme antérieur, appelé Agence d'examen de l'investissement étranger.

Depuis quelques mois, certains événements préoccupent les membres du parti libéral. Par exemple, les États-Unis appliquent désormais pour la première fois de l'histoire du pays un droit de douane sur le poisson salé. C'est très important pour bien des gens, dans les provinces Maritimes, durement touchés par cette mesure.

Le Département du commerce américain a également imposé un droit de douane sur les porcs canadiens exportés aux États-Unis. Je représente une région qui compte de nombreux éleveurs de porcs. On nous dit que ce droit n'est que provisoire. On nous dit que les fonds seront mis de côté et que, si la décision est renversée, cet argent nous sera rendu. C'est peut-être vrai, mais cette initiative a néanmoins des conséquences catastrophiques sur le prix du porc dans notre pays. Avant cette initiative du gouvernement américain, le prix du porc s'élevait à 69 ou 70c. la livre, mais il a maintenant baissé à 57 ou 58c. la livre. À ce prix-là, les agriculteurs de ma circonscription ne peuvent survivre. Ils ne peuvent joindre les deux bouts.

Je ne peux m'empêcher de me demander si le premier ministre (M. Mulroney) ne se trouve pas en réalité à dire aux Canadiens qu'il veut que les Américains aient la plus grosse part du gâteau parce qu'il ne fait pas confiance aux entrepreneurs canadiens. Peut-être le premier ministre a-t-il envers les entrepreneurs canadiens la même attitude qu'envers les travailleurs canadiens. On se rappelle ce que le premier ministre disait

dans un article paru dans le numéro du magazine *Fortune* du 4 mars 1985. Voici ce qu'il répliquait à ses adversaires politiques qui l'accusaient d'avoir «mis le Canada à vendre»:

Qui veut l'acheter? Qu'y a-t-il de si irrésistiblement attirant dans le Canada qui nous permette de croire que n'importe qui va se précipiter chez nous tout simplement parce que quelqu'un dit: «Nous aimerions faire des affaires avec vous»?

Ce sont là les paroles du chef du gouvernement. Il poursuivait:

Nous n'avons pas une très bonne réputation. Nos produits n'ont pas été de la meilleure qualité. Nos livraisons n'ont pas toujours été fiables. Notre savoir-faire a été dans une grande mesure emprunté. Nous avons acheté notre technologie. Qu'est-ce qui nous rend si spéciaux? Si quelqu'un veut acheter du pétrole ou du blé, nous sommes intéressés. Cela se résume à cela.

Voilà l'attitude du premier ministre du Canada à l'égard des travailleurs de notre pays et, on le présume, envers les propriétaires de petites entreprises et les petits entrepreneurs canadiens. Avec pareille attitude, il n'est pas étonnant que le premier ministre du pays soit disposé à solder le pays. Il a affiché une attitude méprisante envers les Canadiens en tenant de tels propos. Par de telles déclarations, le premier ministre a dit aux Canadiens que cela n'a pas vraiment d'importance que nous vendions tout ou, plus précisément, que nous donnions tout aux Américains car, selon lui, ce que nous possédons n'en vaut pas la peine de toute façon. Il devrait avoir honte.

Les députés conservateurs d'arrière-ban doivent discuter avec le premier ministre de ces déclarations qu'il a faites. Je suis persuadé qu'à un moment donné, quelque part derrière les rideaux de la Chambre, lorsqu'ils prendront leur courage à deux mains comme les conservateurs ont la réputation de le faire parfois, bien que pas très souvent, ils diront au premier ministre qu'ils ne veulent pas le voir parler ainsi à propos des entrepreneurs et des travailleurs canadiens.

Lorsque le premier ministre a été élu, il a parlé d'une nouvelle ère d'optimisme. Il a parlé de créer des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois du jour au lendemain ou dès que les membres du gouvernement pourraient prêter serment. Où sont ces emplois? Où est le nouvel optimisme que le premier ministre a prétendu avoir et communiquer à tous les autres Canadiens? Le premier ministre a de toute évidence parlé pour ne rien dire l'été dernier. Nous le voyons dans ce projet de loi. Nous l'avons vu lorsqu'il a parlé des travailleurs canadiens dans la revue *Fortune* et nous le voyons maintenant avec la question du favoritisme politique. Les Canadiens ne doivent pas croire le premier ministre. Il a fait 338 promesses. Il a promis aux Canadiens tout ce qu'ils voulaient et ceux-ci l'ont cru. Nous nous en mordons les doigts maintenant.

D'ici un peu plus d'une semaine, les Ontariens enverront un message au premier ministre par le biais de son homologue provincial et grand ami Frank Miller, le Ronald Reagan du Nord. Ils diront à Frank Miller qu'ils en ont assez des conservateurs et que les Canadiens ne doivent pas croire leurs promesses faites dans le vide. La semaine prochaine, les Canadiens diront au premier ministre qu'ils en ont assez du mépris qu'il a affiché à leur égard en cédant sur toute la ligne par le biais de la législation sur l'investissement étranger et de l'attitude qu'il a adoptée à l'égard des travailleurs. Ils en ont assez de l'attitude qu'il a adoptée en faisant des promesses solennelles aux Canadiens.